

LA JOURNALISTE KENZA ZOUAÏRI, CANDIDATE DU MOUVEMENT EL BINA EL WATANI

« Un engagement sincère pour représenter les Oranais avec loyauté et responsabilité »

H. Nassira

Candidate du Mouvement El Bina El Watani, où elle occupe la troisième place sur la liste portant le numéro 4, la journaliste Kenza Zouaïri ambitionne de porter la voix de la wilaya d'Oran à l'Assemblée populaire nationale, si elle venait à obtenir la confiance des électeurs. Elle affirme s'engager avec sincérité à représenter les citoyens dans un cadre strictement légal, fondé sur la loyauté envers la nation, la proximité avec les habitants et la transmission fidèle de leurs préoccupations, notamment à travers une permanence dédiée au dialogue avec les citoyens.

Dans un entretien accordé à CapDz à l'occasion de sa candidature aux élections législatives, Kenza Zouaïri rappelle son engagement au sein du Mouvement El Bina El Watani depuis 2020. Elle explique avoir cheminé progressivement au sein de la formation politique, nourrissant depuis plusieurs années l'ambition de participer à une expérience électorale. Le parti lui a finalement offert, comme à d'autres compétences, l'opportunité de prendre part au scrutin législatif prévu le 2 juillet prochain.

Un parcours académique et professionnel dense, entre droit et journalisme

Figure connue de la rédaction du quotidien El Djoumhouria, où elle exerce depuis 22 ans sans interruption, Kenza Zouaïri revendique un parcours construit sur la rigueur académique et l'exigence professionnelle. Titulaire d'une licence en sciences juridiques et administratives, d'un certificat d'aptitude à la profession d'avocat, d'un stage en cabinet d'avocats ainsi que d'un master en droit public économique, elle poursuit également des études en psychologie de l'éducation, en parallèle de formations en informatique, infographie et montage. Elle rejoint le journal El Djoumhouria en 2004 en tant

que collaboratrice, avant d'y être titularisée et d'y évoluer à différents postes de responsabilité, dont celui de rédactrice en chef. Elle a notamment consacré 14 années au service des enquêtes, tout en contribuant aux rubriques locale et numérique. Au fil de son parcours, elle s'est attachée à traiter les préoccupations des citoyens avec objectivité et rigueur, estimant que le journalisme constitue avant tout une mission de service public. Cette proximité avec le terrain, affirme-t-elle, a renforcé son engagement en faveur de l'action publique. Engagée également sur le plan syndical, elle a été élue à la majorité au sein de la section syndicale du quotidien. Elle est par ailleurs ancienne avocate près la cour de justice d'Oran. Sur le plan politique, elle a occupé plusieurs fonctions au sein du Mouvement de la Construction Nationale à Oran, notamment membre du bureau de wilaya, membre de la commission électorale wilayale provisoire, ainsi que responsable de la communication au niveau local.

« Un discours direct, sans artifices, tourné vers le citoyen »

Candidate en troisième position sur la liste du parti, Kenza Zouaïri affirme qu'en cas d'élection, elle s'engagera à participer activement à l'élaboration et au débat des textes de loi, à poser des questions parlementaires et à relayer fidèlement les préoccupations des citoyens auprès des pouvoirs publics, tout en maintenant un lien permanent avec eux. Elle souligne la proximité naturelle entre le métier de journaliste et celui d'élu, tous deux animés par une même exigence : servir le citoyen et porter sa voix. Elle assure que cette continuité guidera son action, à travers une ouverture constante sur le terrain et une écoute attentive des préoccupations sociales, dans le respect du cadre légal. Dans ses déclarations, elle affirme : « Je m'adresse aux citoyens avec un discours simple, direct et sincère, loin des promesses creuses et des slogans. J'invite les électeurs à se rendre massivement aux urnes le 2 juillet et à



choisir les compétences capables de défendre leurs intérêts et de porter leurs préoccupations avec sérieux ». Kenza Zouaïri conclut en réaffirmant son engagement en faveur du citoyen, des médias et de la justice, trois piliers qu'elle considère essentiels à la consolidation de l'action publique et à l'enrichissement du travail législatif. Elle salue les réformes engagées dans le pays, tout en appelant à poursuivre les efforts en matière d'amélioration du cadre de vie, de modernisation des services publics et d'accélération de la transition numérique.

TAJ

Yahi Houari Abdelkader mise sur la compétence et l'écoute citoyenne

Habib Benaouda

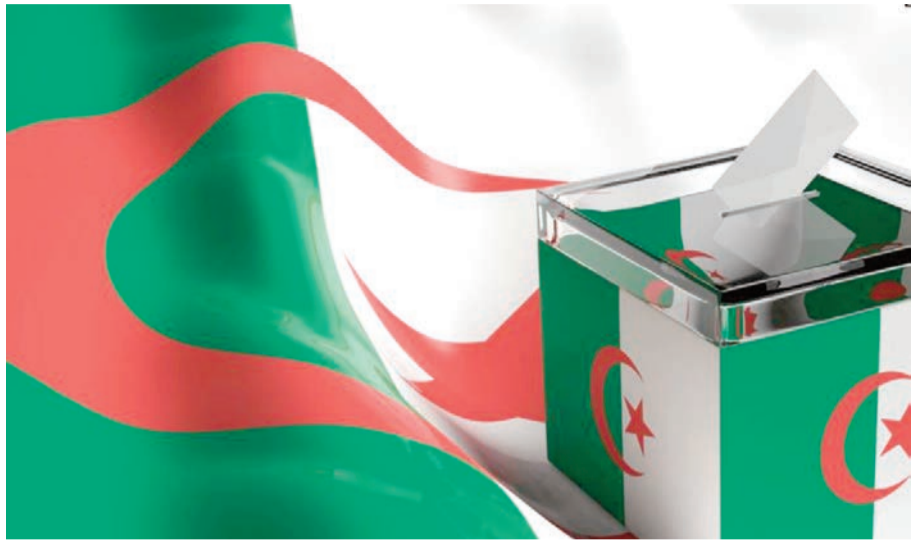
Le parti Tajamou Amel El Djazaïr (TAJ) place, à l'occasion des prochaines élections législatives, la barre sur les compétences jeunes, capables de porter les enjeux du développement local et d'apporter des réponses concrètes aux préoccupations des citoyens. Parmi ces profils émergents, celui du candidat Yahi Houari Abdelkader se distingue par un parcours alliant formation universitaire spécialisée et expérience professionnelle de terrain. Âgé de 34 ans et originaire de Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, Yahi Houari Abdelkader a suivi un cursus académique structuré, couronné par l'obtention du baccalauréat en gestion et économie en 2011. Il poursuit son parcours universitaire à l'Université, décrochant une licence en sciences économiques, spécialité banque et assurances, en 2014, avant d'obtenir un master en économie monétaire et bancaire en 2016. Ce bagage académique lui a permis de consolider des connaissances approfondies dans les domaines économiques et financiers, renforçant sa compréhension des mécanismes liés au développement local, à la gestion des politiques publiques et aux enjeux de modernisation des services. Une expertise qu'il ambitionne de mettre au service de l'intérêt général, avec des propositions orientées vers l'amélioration du quotidien des citoyens. Depuis la fin de l'année 2016, Yahi Houari

Abdelkader exerce au sein d'Algérie Poste, une expérience professionnelle qui lui a offert un contact direct et permanent avec les citoyens. Ce poste de terrain lui a permis de mesurer, au quotidien, les attentes sociales, les difficultés concrètes et les besoins prioritaires de la population, consolidant ainsi une vision pragmatique de la réalité locale. Pour le candidat, le rôle du parlementaire ne peut se concevoir qu'à travers la proximité, l'écoute active et l'engagement responsable. Il place au cœur de ses priorités le soutien aux projets de développement, l'amélioration des services publics, la modernisation des infrastructures de proximité, ainsi que la promotion des initiatives jeunes en faveur de l'emploi, de l'innovation et de l'inclusion sociale. Sa candidature sous la bannière de TAJ s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer la présence des jeunes compétences dans les espaces de décision, en valorisant leur formation et leur expérience professionnelle au service de la collectivité. Une vision fondée sur la rigueur, l'engagement et le sens du service public. Au-delà du parcours individuel, cette candidature illustre une conviction : celle que le renouveau politique passe par l'implication de jeunes profils ancrés dans la réalité du terrain. Yahi Houari Abdelkader incarne ainsi cette nouvelle génération qui entend transformer l'expérience professionnelle en levier d'action publique, avec la proximité citoyenne comme ligne directrice.

<p>CAP DZ QUOTIDIEN D'INFORMATION Édité par la SARL BAHIA.COM Directrice Générale Hafida BENARMAS Directrice de Publication Fatima Benyekhlef</p>	<p>Siège social Adresse : Cité 1377 Logts AADL, Bt 22, 1er étage, Oran 31000</p>	<p>Administration- Rédaction- Service publicité Tel: 041 80 32 62 / Fax : 041 80 32 63 Mobile : 0770 65 93 89 www.capdz.dz redaction@capdz.dz publicite@capdz.dz</p>	<p>IMPRESSION Impression OUEST S.I.O DIFFUSION BAHIA.COM TEL: 0770 65 93 89 Les manuscrits, photographies et illustrations ou tout autre document adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.</p>	<p>Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicités Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger. Téléphone: 020.05.20.91/020.05.10.42 Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 020.05.13.77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz</p>
--	--	---	---	---

PLUS DE 1 000 ASSOCIATIONS APPELÉES À SENSIBILISER À L'IMPOR-
TANCE DU VOTE

La société civile au cœur de l'enjeu électoral à Oran



Habib Benaouda

Les acteurs de la scène politique locale à Oran misent largement sur le rôle structurant des associations dans la réussite des prochaines élections législatives, en faisant de la sensibilisation citoyenne et de la promotion de la participation électorale un levier central. L'objectif est d'inciter les citoyens à exercer leur droit constitutionnel et à se rendre massivement aux urnes le jour du scrutin.

La wilaya d'Oran dispose d'un tissu as-

sociatif particulièrement dense, avec 1 03 associations actives dans des domaines variés — sportifs, culturels, sociaux et caritatifs. Cette diversité confère à la société civile une capacité d'action de terrain significative, lui permettant de toucher différentes catégories de la population, notamment les jeunes, à travers des campagnes de proximité, des rencontres de sensibilisation et des activités de vulgarisation autour de l'importance de la participation à la vie publique et au processus de décision. Dans ce contexte, plusieurs observateurs estiment que la pé-

riode actuelle requiert une mobilisation coordonnée de l'ensemble des composantes de la société civile afin de relever le défi du taux de participation. Cela passe par un travail de terrain dans les quartiers et les cités, l'organisation d'espaces d'échange avec les citoyens et l'écoute de leurs préoccupations, tout en rappelant la portée du vote comme instrument fondamental d'expression démocratique et de choix des représentants du peuple. Parmi les initiatives les plus visibles, l'association « Radieuse », présidée par Kadda Chafi, se distingue par son engagement constant sur le terrain durant cette période.

Elle a lancé une série de rencontres de proximité dans plusieurs communes de la wilaya, en parallèle d'activités organisées au niveau des infrastructures du stade « Radieuse » à Maraval, dans le cadre d'une campagne de sensibilisation visant à encourager la participation citoyenne aux prochaines élections. Ces actions se poursuivent de manière régulière, ciblant différentes franges de la société, en particulier les jeunes, dans une dynamique visant à consolider la culture citoyenne et à renforcer la conscience collective quant à l'importance de ce rendez-vous démocratique, considéré comme une étape clé du processus politique et du développement du pays.

MOBILISATION GRANDEUR NATURE

Le RND affiche ses rangs serrés et prépare le grand meeting de Bouden à Oran

H. Nassira

Le Rassemblement national démocratique (RND) a donné, dimanche soir à Oran, le ton de sa campagne en organisant son premier grand meeting populaire à la salle Es-Saâda (ex-Colisée), transformée pour l'occasion en vitrine de sa mobilisation et de son unité. Une rencontre qui a permis au parti de tester sa capacité de rassemblement tout en adressant un message politique clair : celui d'une formation déterminée à mener la bataille électorale avec une équipe soudée. Devant une assistance composée de militants, de sympathisants et de citoyens, le secrétaire de wilaya du RND, Karim Benchekr, a annoncé la tenue, le 24 juin prochain, d'un grand rassemblement populaire animé par le secrétaire général du parti, Monder Bouden. Prévu lors de la dernière semaine de campagne, cet événement est appelé à constituer le point culminant de la mobilisation du RND dans la wilaya. La rencontre a également été marquée par la présentation officielle des 22 candidats de la liste. Chacun d'eux a eu l'occasion de se présenter et de mettre en avant son parcours, dans une démarche visant à rapprocher les candidats des électeurs et à faire connaître les femmes et les hommes qui portent les couleurs du parti sur le terrain. Au-delà de cette présentation, le RND a surtout voulu afficher sa cohésion. La présence de l'ensemble des candidats, sans aucune absence, a été perçue comme un signal fort au lendemain des discussions qui avaient entouré la confection de la liste. Le parti a ainsi tenu à montrer que les divergences appartiennent désormais au passé et que la campagne se



déroule sous le signe du rassemblement et de l'action collective. Le meeting a réuni plusieurs figures du parti, dont l'ancien député Kadda Benatia et l'ancien sénateur Abdelhak Kazi Tani, aux côtés d'élus locaux, de cadres et de nombreux militants. Les interventions ont mis l'accent sur la nécessité d'une forte participation au scrutin et sur l'importance du vote pour accompagner les orientations et les propositions défendues par le RND. Cette démonstration de mobilisation intervient après l'inauguration de la permanence électorale du parti au quartier Miramar et la tenue d'une activité de proximité à Oued Tlélat, qui a permis aux candidats d'échanger directement avec les citoyens et de recueillir leurs préoccupations. La liste du RND rassemble des profils issus de divers horizons professionnels. Elle compte notamment Abdelilah Mohamed Kamel, docteur en traduction et enseignant universitaire, Khaled Achabcheb, directeur

d'un institut de formation dans l'éducation, Saïh Sofiane Houssam Eddine, entrepreneur et technicien supérieur en comptabilité, ainsi qu'Achour Sohbi El Houari, technicien supérieur en droit des affaires et cadre de l'administration locale. Le parti a également accordé une place importante à la représentation féminine en investissant huit candidates, parmi lesquelles Samia Labied, directrice de l'Office des établissements de jeunesse, Yakout Aïssani, enseignante universitaire et avocate, Samia Chardouane, journaliste à la Radio d'Oran, Souad Chahrazed Kadem, enseignante à l'Université d'Oran 1, Kenza Ouanane, directrice d'école primaire, Nesma Bouiba, employée de Djezzy, et Imane Brezini, déléguée d'annexe administrative. La liste comprend enfin des compétences issues du monde économique, à l'image de Riyadhha Khaddam, directeur de la Chambre de commerce et d'industrie d'Oran.

CAP SUR LES ÉLECTIONS

À l'heure du vote, le silence des associations interpelle

Par Hafida Benarmas

À mesure que l'échéance du 2 juillet approche, les candidats multiplient les sorties de terrain, les meetings et les rencontres de proximité pour convaincre les électeurs. Une dynamique normale dans toute campagne électorale.

Mais au-delà des listes en compétition, une autre question mérite d'être soulevée : où se situe la société civile dans cette mobilisation citoyenne ?

La récente initiative de l'Association sportive Radieuse, qui a choisi de sensibiliser les citoyens à l'importance du vote, rappelle que les élections ne constituent pas le seul terrain des partis politiques. Elles concernent également l'ensemble des acteurs de la société, particulièrement les associations qui, par leur présence de proximité, disposent d'une capacité réelle à toucher les citoyens et à encourager leur participation à la vie publique.

Dans une wilaya qui compte plus d'un millier d'associations activant dans les domaines sportif, culturel, social, environnemental et caritatif, les initiatives de sensibilisation demeurent pourtant peu visibles. Sans prendre parti pour quelque formation politique que ce soit, le mouvement associatif peut jouer un rôle essentiel dans la promotion de la citoyenneté et du devoir électoral.

L'enjeu dépasse en effet la seule compétition entre candidats.

Il touche à la participation populaire, à l'intérêt porté aux affaires publiques et à la place que chaque citoyen entend occuper dans la construction des institutions du pays.

Plus les électeurs se sentent concernés, plus la démocratie se renforce et gagne en vitalité.

Les associations ont souvent démontré leur capacité à se mobiliser lors des campagnes de solidarité, des actions de proximité ou des événements d'intérêt général. Les élections constituent elles aussi un rendez-vous national majeur qui mérite une implication citoyenne à la hauteur des enjeux.

L'initiative de Radieuse ouvre ainsi une réflexion plus large sur la contribution que peut apporter la société civile dans la consolidation de la culture démocratique.

Car le 2 juillet ne concerne pas uniquement les candidats en quête de suffrages.

Il concerne également les citoyens appelés à faire entendre leur voix, ainsi que tous ceux qui œuvrent au quotidien pour renforcer le lien entre la société et les institutions.

Au-delà des résultats qui sortiront des urnes, la véritable réussite de ce scrutin se mesurera aussi à la capacité collective de mobiliser les citoyens autour d'un acte simple, mais essentiel : celui de voter.

UNE JEUNESSE ENGAGÉE AU SERVICE DU FLN

Le parcours de Kerzabi Mohamed Reda

Habib Benaouda

Né le 16 octobre 1991 à Oran, Kerzabi Mohamed Reda s'impose comme l'une des figures de la nouvelle génération politique locale. Candidat aux prochaines élections législatives sous la bannière du Front de libération nationale (FLN), au sein de la liste numéro 02 avec le numéro 08, il revendique une démarche axée sur le renouvellement des élites et l'implication accrue des jeunes dans les espaces de décision.

Issu d'une famille oranaise solidement enracinée dans l'histoire sociale de la région, il met en avant un parcours construit autour de la proximité avec les citoyens et de l'intérêt porté aux questions de développement local. Son engagement politique s'inscrit, selon lui, dans une volonté de contribuer à une action publique plus efficace et plus proche des réalités du terrain.

Jeunesse, proximité et développement local au cœur de la vision du candidat

Dans le cadre de cette campagne électorale, le candidat affirme vouloir porter une vision centrée sur les préoccupations quotidiennes des habitants, notamment l'amélioration des services publics, la dynamisation de l'emploi et le renforcement des infrastructures à travers les communes de la wilaya d'Oran.

Il insiste également sur la nécessité de promouvoir des initiatives concrètes et réalisables, fondées sur le suivi de terrain et la coordination entre les différents acteurs locaux. Pour lui, la prochaine étape politique doit permettre l'émergence de profils capables de combiner expérience pratique et esprit d'initiative au sein des institutions élues.

Kerzabi Mohamed Reda met en avant l'importance d'une relation de confiance avec les ci-

toyens, construite sur la transparence, l'écoute et l'engagement sur des résultats concrets, loin des promesses qu'il juge difficilement applicables sur le terrain.

Parmi ses priorités figure également la représentation de la jeunesse au sein de l'institution parlementaire. Il souhaite défendre les dossiers liés à la formation, à l'emploi et à la participation des jeunes à la prise de décision, considérant ces enjeux comme essentiels pour l'avenir.

Le candidat accorde par ailleurs une attention particulière à la dynamique de développement de la wilaya d'Oran, qu'il considère comme un pôle économique et touristique majeur nécessitant des projets structurants et un accompagnement continu.

Convaincu que l'investissement dans le capital humain constitue la base de toute stratégie de développement durable, il plaide pour un renforcement de l'enseignement et de la formation professionnelle, ainsi que pour l'ouverture de nouvelles perspectives économiques en faveur de la jeunesse. Il appelle également à un meilleur rapprochement entre les élus et la société civile, afin de garantir une prise en charge plus efficace des préoccupations locales et une meilleure coordination dans la gestion des affaires publiques.

Enfin, le candidat estime que les prochaines échéances doivent permettre de traduire les attentes des citoyens en actions concrètes, notamment dans les secteurs du logement, des transports et de la santé. Il souligne aussi l'importance de soutenir les initiatives des jeunes et les petits projets, considérés comme un levier essentiel pour l'économie locale.

Il conclut en appelant les électeurs à accorder leur confiance aux compétences jeunes, afin de favoriser un changement positif et une meilleure prise en charge de l'intérêt général à Oran.



MILOUD RAYAN, CANDIDAT DU FRONT EL MOUSTAKBAL

« Construire une Oran moderne, inclusive et durable »

Djamila M

À 37 ans, Miloud Rayan entend faire de son expérience d'architecte et de son engagement au sein de la société civile les principaux leviers de son action politique. Candidat du Front El Moustakbal aux élections législatives, il porte une vision axée sur le développement urbain, l'amélioration du cadre de vie et une meilleure prise en compte des préoccupations quotidiennes des citoyens.

Ingénieur d'État en architecture, diplômé de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO), Miloud Rayan exerce en qualité d'architecte agréé. Installé au pôle urbain Ahmed Zabana, dans la commune de Misserghine, il affirme avoir développé une connaissance approfondie des défis auxquels font face les nouveaux pôles d'habitat et leurs habitants, confrontés à des besoins croissants en infrastructures et en services publics. Son parcours est également marqué par un engagement constant dans le mouvement associatif. Depuis 2015, il s'est investi dans le suivi et la défense des droits des souscripteurs aux programmes AADL à Oran. Membre de la Coordination nationale de la société civile et actif au sein de l'Association de protection des consommateurs, il s'emploie, selon ses proches, à faire remonter les préoccupations citoyennes et à contribuer à la recherche de solutions concrètes. Il exerce par ailleurs dans le domaine de la formation en tant qu'enseignant à l'Académie Sonatrach.

Une expertise de terrain au service des citoyens

Pour Miloud Rayan, l'action parlementaire doit être avant tout un prolongement du travail de terrain. Il estime que les élus doivent devenir de véritables relais entre les citoyens et les centres de décision, afin de porter les préoccupations locales et de défendre des projets répondant aux attentes réelles de la population. Sa vision pour Oran repose sur une approche globale du développement urbain. Le candidat plaide pour une modernisation des infrastructures, une amélioration de la mobilité urbaine et un ren-

forcement de la qualité des équipements publics. Il défend également une conception de la ville fondée sur le bien-être des habitants, l'efficacité des services et le respect des standards modernes en matière d'urbanisme et d'habitat. Sur le plan culturel, il insiste sur la nécessité de préserver l'identité et le patrimoine de la capitale de l'Ouest, tout en encourageant les initiatives susceptibles de renforcer le sentiment d'appartenance et de valoriser l'image d'Oran à l'échelle nationale. Le candidat accorde également une place importante aux jeunes, aux personnes âgées, aux familles en situation de précarité ainsi qu'aux personnes à besoins spécifiques. Il considère que le développement ne peut être pleinement réussi sans une meilleure inclusion sociale et une prise en charge plus efficace des catégories vulnérables. Parallèlement, il défend une orientation résolument tournée vers le développement durable, encourageant l'utilisation de matériaux de construction innovants et écologiques, ainsi que la promotion des solutions fondées sur le recyclage et les technologies de demain. Concernant le pôle urbain Ahmed Zabana, Miloud Rayan fait de l'amélioration de l'accessibilité et du renforcement des infrastructures une priorité. Il appelle à accélérer la réalisation des projets en attente, à renforcer les équipements de santé, d'éducation, de sécurité et de transport, tout en assurant une meilleure connexion du pôle aux principaux axes routiers de la wilaya. Fort de son expérience dans le suivi du dossier AADL 2, il estime également pouvoir contribuer à éviter les difficultés rencontrées lors des précédents programmes de logement. Il préconise notamment la mise en place préalable des réseaux et des équipements indispensables avant l'installation des habitants, afin de garantir le succès des futurs projets AADL 3. À travers sa candidature, Miloud Rayan se présente comme le porte-voix d'une nouvelle génération de compétences qui ambitionne de conjuguer expertise technique, connaissance du terrain et engagement citoyen pour accompagner le développement d'Oran et répondre aux aspirations de ses habitants.

INGÉNIEUR ET MEMBRE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA JEUNESSE

Redouane Benallal, un profil de compétence sur la liste du FLN à Oran



Habib Benaouda

Candidat du Front de libération nationale (FLN) aux élections législatives dans la wilaya d'Oran, Redouane Benallal figure parmi les jeunes compétences qui allient une solide formation académique à une expérience professionnelle de terrain.

Né le 12 avril 1989, il a construit son parcours avec rigueur et constance, s'imposant

progressivement comme un cadre reconnu dans les domaines de l'architecture et du développement local.

Titulaire d'un baccalauréat en sciences de la nature et de la vie obtenu en 2007 avec la mention « Bien », il poursuit ses études à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran, où il décroche en 2012 un diplôme d'ingénieur d'État en architecture. Cette formation est renforcée par des compétences spécialisées dans les logiciels de planification,

de conception et de modélisation en deux et trois dimensions.

Animé par une volonté permanente de perfectionnement, il enrichit son cursus académique par l'obtention, en 2017, d'un master en architecture et patrimoine architectural. Soucieux d'élargir son champ de compétences, il s'oriente ensuite vers les sciences politiques et les relations internationales, discipline dans laquelle il poursuit actuellement sa formation universitaire. Une démarche qui traduit sa conviction de la nécessité de conjuguer expertise technique et vision stratégique au service de l'intérêt général.

Sur le plan professionnel, Redouane Benallal cumule plus d'une décennie d'expérience. Il a exercé en qualité d'ingénieur chargé de la conception et du suivi de projets au sein de plusieurs bureaux d'études et entreprises privées, occupant diverses responsabilités techniques et administratives qui lui ont permis d'acquérir une solide maîtrise de la gestion et du pilotage de projets.

En 2015, il fonde son propre bureau d'études en architecture, à travers lequel il supervise la conception et le suivi de nombreux projets urbains, contribuant à la concrétisation d'opérations liées à l'aménagement et à la construction. Entre 2021 et 2022, il assure également la direction de la British School d'Oran, avant d'occuper le poste de conseiller

technique auprès de la Pharmacie centrale d'Oran de mars 2023 à mars 2024.

Parallèlement à son parcours professionnel, il bénéficie du statut d'architecte agréé et d'expert judiciaire près la Cour d'Oran, des fonctions qui témoignent de la confiance dont il jouit dans les milieux professionnels et judiciaires.

Très impliqué dans la vie associative et citoyenne, Redouane Benallal est membre du Conseil supérieur de la jeunesse et participe à de nombreuses initiatives à caractère scientifique et associatif.

Il s'est également illustré dans l'encadrement d'activités universitaires et estudiantines ainsi que dans l'organisation d'actions collectives au profit des jeunes.

Sur le plan politique, il milite au sein du Front de libération nationale et est membre du bureau de la troisième kasma. Il a pris part à de nombreuses rencontres et conférences nationales et locales, défendant une vision fondée sur l'alliance entre compétence, engagement citoyen et service de l'intérêt public.

Fort de son parcours académique, de son expérience professionnelle et de son engagement dans les sphères associative, juvénile et politique, Redouane Benallal incarne le profil d'un jeune cadre appelé à contribuer à la prise de décision et à la promotion des enjeux de développement local, au service de la wilaya d'Oran et de l'Algérie.

DE LA MÉDECINE À LA POLITIQUE

Rahai Fatima Zahra au service du citoyen

Djamila M

À l'approche des élections législatives prévues le 2 juillet 2026, la scène politique de la wilaya d'Oran connaît une effervescence progressive marquée par l'émergence de nouveaux profils issus de différents horizons professionnels. Parmi eux, la docteure Rahai Fatima Zahra, candidate du Mouvement de la société pour la paix, entend inscrire son engagement dans une démarche de proximité avec les citoyens et de défense de leurs préoccupations au sein de l'Assemblée populaire nationale. Originaire de la wilaya de Tiaret, où elle est née en 1987, elle grandit dans un environnement familial attaché aux valeurs de discipline, de responsabilité et de service public. Très tôt, elle se distingue par un parcours scolaire brillant, sanctionné par l'obtention d'un baccalauréat avec mention très bien, avant de s'orienter vers des études de médecine, choisies avec conviction et portées par un profond sens de la vocation humanitaire.

Médecin de terrain

et parcours académique d'excellence

Elle intègre la faculté de médecine d'Oran, au sein de l'Institut national de l'enseignement supérieur en sciences médicales, où elle mène un cursus complet couronné en 2012 par l'obtention du doctorat en médecine. Deux ans plus tard, en 2014, elle entame son parcours professionnel via l'Agence nationale de l'emploi, une première expérience qui lui permet de consolider son ancrage de terrain et de développer une pratique au contact direct des patients pendant plus de trois années. Elle rejoint par la suite, en poste permanent, l'établissement public de santé de proximité multiservices d'Arzew, où elle exerce toujours

en tant que médecin généraliste. En parallèle de son activité médicale, la docteure Rahai s'est investie dans le champ politique au sein des structures du Mouvement de la société pour la paix. Une formation qu'elle considère comme un cadre d'engagement fondé sur des principes constants et une vision politique axée sur la préservation des intérêts nationaux. Elle revendique également son attachement à la cause palestinienne, qu'elle qualifie de cause centrale, partagée par les militants du parti et inscrite dans leurs convictions profondes. Candidate aux législatives de 2026, elle affirme aborder ce rendez-vous électoral avec un esprit de responsabilité et de service, loin de toute ambition personnelle. Son engagement, insiste-t-elle, repose sur la volonté de relayer fidèlement la voix des citoyens et de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de vie, dans une logique de développement et de préservation de la dignité sociale. Elle a choisi de placer sa campagne sous le signe de la « confiance », un mot qu'elle érige en principe fondateur de sa démarche politique. « La confiance est un engagement, et le travail une responsabilité », résume-t-elle, en référence à une relation qu'elle souhaite directe et durable entre l'Élu et les citoyens.

Un programme centré sur la confiance, le social et les services essentiels

Son programme électoral s'articule autour de plusieurs axes jugés prioritaires. Sur le plan social, elle plaide pour le renforcement du pouvoir d'achat à travers un meilleur ciblage des aides sociales, la protection des catégories vulnérables, le contrôle des prix et la lutte contre la spéculation, ainsi que l'introduction de mesures fiscales allégées sur certains produits de première nécessité. La



question du logement occupe également une place centrale, avec un appel à l'accélération des programmes de logements publics, à la facilitation de l'accès des jeunes aux logements et au crédit, ainsi qu'à l'amélioration du cadre urbain. Dans le secteur de la santé, forte de son expérience professionnelle, elle propose une modernisation des services hospitaliers, une disponibilité régulière des médicaments essentiels, un meilleur accompagnement du personnel médical et une accélération de la numérisation du système de santé. Dans le domaine de l'éducation, elle met l'accent sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement, le renforcement de la formation professionnelle et la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation.

Sur le plan économique, sa vision repose sur le soutien aux jeunes porteurs de projets, la promotion des start-up, la simplification des démarches administratives, l'encouragement de l'investissement et la création d'emplois, ainsi que sur la valorisation de l'agriculture, des économies locales, des industries de transformation et des zones rurales. À quelques jours du scrutin, la candidate lance enfin un appel à une participation massive des citoyens, estimant que le vote constitue un acte décisif pour l'avenir collectif. Elle résume son message en une formule qu'elle veut mobilisatrice : la confiance comme socle du changement et la participation comme levier de transformation.

BOUSSAËDA

Talaie El-Hourriyet appelle à une mobilisation pour la relance économique

B.Y

Pour Reda Benounane, président du parti Talaie El-Hourriyet, ces législatives ne sont pas un scrutin ordinaire. Dimanche, lors de l'inauguration du bureau permanent du parti dans la commune d'El Hamel, il a lancé un appel vibrant à une participation « forte », qualifiant l'échéance du 2 juillet d'« opportunité pour soutenir la relance économique et poursuivre le développement du pays ».

Devant des militants et sympathisants, M. Benounane a plaidé pour un vote « massif » en faveur des candidats de sa formation, présentés comme « des cadres compétents, imprégnés de l'esprit



national, capables de prendre en charge les préoccupations des citoyens ».

Selon lui, ce scrutin doit permettre aux Algériens de choisir ceux qu'ils estiment les plus aptes

à les représenter à l'APN, dans un contexte de grandes réformes nationales.

M'SILA

Fatima-Zohra Zerouati défend le rôle clé des femmes en politique

B.Y

La présidente du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, a choisi la bibliothèque publique de M'sila pour rappeler une évidence : la participation des femmes est « un axe important dans la prise de décision politique ». À six jours du début de la campagne officielle, elle a insisté sur leur double rôle, comme électrices et comme candidates.

« Que ce soit en tant que têtes de liste ou simples élec-

trices, les femmes doivent être massivement présentes le 2 juillet », a-t-elle déclaré. Mme Zerouati a également appelé à choisir les candidats de son parti, qu'elle présente comme des profils compétents et à l'écoute des citoyens.

Fort de ses tournées dans plusieurs wilayas, elle a affirmé avoir mesuré l'intérêt croissant des Algériens pour les programmes et les compétences proposés, signe, selon elle, « d'une véritable conscience citoyenne et d'un sens aigu des responsabilités ».



SÉTIF

Fateh Boutbig en appelle à un Parlement « fort » pour accompagner les réformes

R.S

Le président du Front El-Moustakbal, Fateh Boutbig, a animé un meeting populaire à la maison de la culture Houari-Boumediène de Sétif, dans le cadre du sixième jour de la campagne des législatives du 2 juillet.

Devant une salle attentive, il a martelé son

message : l'Algérie a besoin d'un Parlement « fort » pour accompagner les grandes réformes engagées. « La phase actuelle nécessite des institutions fortes, capables d'assurer leurs missions législatives, de contrôle et de proposition », a-t-il expliqué. M. Boutbig a salué la diplomatie algérienne, « claire, ferme et honorable », qui fait entendre la voix du pays sur la scène

internationale. Il a qualifié les législatives d'« étape décisive », appelant les électeurs à choisir leurs représentants « selon des critères de compétence, d'intégrité et d'engagement patriotique ». Le président du Front El-Moustakbal a enfin vanté ses candidats, « alliant jeunesse et compétence, capables de relever les défis et de porter la voix des citoyens ».

BÉCHAR

Une mobilisation citoyenne en hausse pour le sixième jour de campagne

N.H

La dynamique est indéniable. À l'aube du sixième jour de la campagne pour les élections législatives du 2 juillet prochain, la wilaya de Béchar vit au rythme des rencontres populaires et d'une mobilisation croissante. Sur le terrain, candidats et responsables politiques redoublent d'efforts pour convaincre un électeur attentif. À travers des sorties régulières et

des contacts directs, les représentants des partis politiques et des listes indépendantes sillonnent les onze communes de la région. Leur objectif : présenter leurs programmes et échanger avec la population sur les enjeux locaux. Logement, emploi, développement économique... autant de sujets au cœur des discussions de proximité. Selon les informations de la délégation locale de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), treize listes issues de partis politiques et cinq listes indépendantes sont

en lice dans la wilaya. Pour encadrer cette effervescence électorale, les autorités ont aménagé 70 espaces d'affichage, réservé 32 salles de réunion ainsi que divers lieux publics.

Côté logistique, le défi est de taille : 187 362 électeurs sont appelés aux urnes, répartis dans 63 centres de vote et 437 bureaux, dont quatre bureaux itinérants destinés aux populations nomades ou vivant dans les zones isolées. Au total, 3 300 agents veilleront au bon déroulement du scrutin.

LÉGISLATIVES DU 2
JUILLET 2026

Le RND mise sur le terrain et un programme « réaliste » pour convaincre les électeurs

O.D/R.L

À l'approche des élections législatives prévues le 2 juillet 2026, le Rassemblement national démocratique (RND) intensifie sa campagne sur le terrain, fort d'une double stratégie : ancrage local et propositions concrètes. Dans la wilaya de Tlemcen, comme à Tizi Ouzou, les responsables du parti multiplient les rencontres citoyennes pour défendre une vision qu'ils veulent pragmatique et tournée vers les résultats.

À Tlemcen, le Dr Zaki Saidani, secrétaire général du parti dans la wilaya, a insisté sur la nécessité d'un dialogue direct avec les habitants des 53 communes. « Notre programme ne se limite pas à des slogans, il repose sur une vision réaliste issue de l'observation des besoins réels des citoyens », a-t-il déclaré. Parmi les priorités affichées : la défense des projets de développement, l'amélioration des conditions de vie, et le soutien aux initiatives économiques portées par les jeunes.

La liste locale du RND, selon lui, a été constituée sur des critères de compétence et d'intégrité, car « la phase actuelle requiert des personnalités expérimentées et visionnaires ».

À Tizi Ouzou, le secrétaire général national du RND, Munder Bouden, a renchéri lors d'un meeting à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri.

Il a qualifié le programme électoral de son parti de « réaliste » et « porteur de résultats concrets sur le terrain ».

Appelant les militants à intensifier la communication avec les citoyens, il s'est engagé à transmettre leurs préoccupations et à proposer des projets adaptés aux spécificités de chaque région.

Il a notamment plaidé pour une meilleure valorisation des atouts touristiques de Tizi Ouzou, à travers la construction de complexes hôteliers et la promotion du tourisme de montagne. Par ailleurs, M. Bouden a réaffirmé l'engagement total du RND en faveur de la promotion de la langue amazighe, « composante à part entière de l'identité nationale ».

À six jours du scrutin, le RND poursuit donc ses actions de terrain, entre réunions publiques et échanges directs, avec l'ambition de transformer la confiance des électeurs en un mandat utile et proche des préoccupations locales.

BEM 2026 À ORAN

66,15 % de réussite et une élève de Bir El Djir décroche la meilleure moyenne avec 19,23

H. Nassira

La wilaya d'Oran affiche un taux de réussite de 66,15 % à l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), légèrement supérieur à la moyenne nationale estimée à près de 65 %. Une performance qui confirme la stabilité des résultats scolaires au niveau local.

Au sommet de ces résultats, l'élève Kadour

Aïla, scolarisée au collège Hadouch El Habib dans la commune de Bir El Djir, s'est distinguée avec la meilleure moyenne de la wilaya : 19,23, un score remarquable qui la place en tête des lauréats oranais.

Selon la Direction de l'éducation, le meilleur établissement de la wilaya en termes de taux de réussite est le collège Tamouh Mohamed, situé à Bir El Djir, qui enregistre un taux de 95,88 %, traduisant un niveau de performance particulièrement

élevé. Par ailleurs, le taux d'orientation des élèves vers la première année secondaire s'élève à 74,86 % à l'échelle de la wilaya.

Dans le détail des résultats, neuf candidats ont obtenu une moyenne égale ou supérieure à 19. Ils sont 237 à se situer entre 18 et 18,99, tandis que 696 élèves ont obtenu une moyenne comprise entre 17 et 17,99. Enfin, 1 182 élèves ont décroché une moyenne variant entre 16 et 16,99.

UN LITTORAL SOUS HAUTE MOBILISATION

Oran lance l'été sur fond de gratuité totale et de dispositif renforcé

Meriem B

Depuis la plage des Andalouses, dans la commune d'El Ançor, la wilaya d'Oran a officiellement ouvert ce dimanche la saison estivale 2026. Le coup d'envoi, donné par le wali Brahim Ouchene, s'est déroulé dans un contexte de forte mobilisation des institutions publiques, réunies pour présenter un dispositif global destiné à encadrer l'afflux massif d'estivants attendu sur le littoral. Dès les premières heures de la journée, un important espace d'exposition a été installé sur site, réunissant les différents corps de sécurité et administrations concernées. Police, gendarmerie nationale, protection civile, garde-côtes ainsi que les services forestiers ont présenté leurs moyens opérationnels, illustrant une stratégie fondée sur la prévention, la sécurité et la coordination intersectorielle. Dans le même cadre, les collectivités locales et les directions exécutives ont mis en avant les mécanismes d'organisation des plages, avec un accent particulier sur la gestion des flux, la protection des espaces naturels et la continuité du service public durant toute la saison.

Mobilisation totale et services de proximité

La Direction de la jeunesse et des sports a apporté une dimension festive à l'événement, à travers des activités sportives, des démonstrations et des

expositions artisanales, transformant la plage des Andalouses en un espace de convivialité familiale. Le wali d'Oran a, dans son intervention, insisté sur un principe qu'il a qualifié de non négociable : la gratuité des plages. Il a réaffirmé que l'accès au littoral demeure ouvert à tous les citoyens sans exception, dans le cadre d'une politique visant à garantir l'équité et la continuité du service public estival. Il a également rappelé la mise à disposition gratuite d'équipements de plage, notamment des tables, des chaises et des parasols, destinés à améliorer les conditions d'accueil des vacanciers sur l'ensemble des sites côtiers. Par ailleurs, le dispositif inclut des mesures encadrant les parkings, avec un tarif plafonné ne dépassant pas 100 dinars pour les grands espaces autorisés, tandis que les parkings de moins de 50 places seront gratuits. Le chef de l'exécutif a souligné que les services de sécurité, en coordination avec les communes concernées, assureront un suivi strict des directives relatives à l'organisation des plages et à la préservation des espaces publics. Enfin, des dispositifs de services mobiles, notamment des points de retrait de cash et des unités de proximité de la poste, seront déployés sur les plages les plus fréquentées afin de faciliter le quotidien des estivants. À travers cette stratégie globale, les autorités locales ambitionnent de garantir un été sécurisé, accessible et mieux structuré, pour les milliers de familles attendues sur le littoral oranais.

COOPÉRATION UNIVERSITÉ-ENTREPRISE ET DYNAMIQUE D'INNOVATION

Trois conventions stratégiques pour ancrer la recherche dans le tissu économique

Fatima B

En marge de la deuxième journée de la conférence nationale REHABUILT'26, organisée à l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran Mohamed Boudiaf, une séquence institutionnelle forte est venue rythmer le début des travaux scientifiques avec la signature de trois conventions de partenariat. Un moment qui illustre, une nouvelle fois, la volonté de l'établissement de renforcer son ancrage dans son environnement socio-économique.

Placés sous la supervision du recteur de l'université, le professeur émérite Ahmed Hamou, ces conventions ont été conclues entre l'USTO-MB et trois partenaires économiques majeurs : LTPO, représentée par son président-directeur général Chekroun Reda, l'entreprise SIKI, représentée par Massyia Merzouk, ainsi que Ultimate Station, représentée par son gérant Yacine Khachai. La cérémonie s'est déroulée dans un cadre solennel, marqué par une forte présence des responsables académiques et administratifs de l'université, témoignant de l'importance accordée à cette ouverture vers le monde socio-économique. Étaient ainsi présents les doyens des facultés

de chimie, d'informatique et de physique, les professeurs Abdelaziz Bendraoua, Mounir Tlemsani et Abdelghani Tebboune, aux côtés des vice-recteurs chargés de la pédagogie, de la planification et des relations extérieures, les professeurs Hadi Zoubai, Tarik Benmesaoud et Redouane Tlemsani. Ont également pris part à cette cérémonie le directeur de l'Institut supérieur des technologies appliquées, le docteur Bachir Daou, ainsi que le directeur de l'Institut d'éducation physique et sportive, le professeur Hicham Louh.

Une stratégie assumée d'ouverture et de transfert de compétences

À travers ces nouvelles conventions, l'USTO-MB confirme une orientation stratégique claire : consolider les passerelles entre la formation universitaire, la recherche scientifique et les besoins concrets du monde économique. Une démarche qui vise à favoriser le transfert de compétences, le développement de l'innovation et l'amélioration de l'employabilité des étudiants. Ces partenariats s'inscrivent dans une vision plus large de l'université, qui ambitionne de se positionner comme un acteur central de l'écosystème de l'innovation, en étroite interaction avec les entreprises et les institutions produc-



tives. Les responsables présents ont, à cette occasion, insisté sur la nécessité de renforcer les synergies entre les laboratoires de recherche et les acteurs économiques, afin de favoriser l'émergence de projets collaboratifs à forte valeur ajoutée.

REHABUILT'26, vitrine d'un savoir en mouvement

Au-delà de cet acte de signature, la conférence REHABUILT'26 continue de s'imposer comme un espace scientifique de référence, réunissant chercheurs, experts et partenaires autour des enjeux liés à la construction, à la réhabilitation et à l'innovation durable dans le secteur du bâtiment. Les organisateurs ont salué l'implication de l'ensemble des acteurs ayant contribué à la réussite de cette manifestation scientifique. Une reconnaissance

particulière a été adressée au président de la conférence, le docteur Lahouari Maamar, ainsi qu'au doyen de la faculté d'architecture et de génie civil, le professeur Abdelkrim Khaldi, pour leurs efforts déterminants dans la coordination et la réussite de l'événement. Une mention spéciale a également été faite au docteur Mohamed Sofiane Ibka, considéré comme un pilier organisationnel de la conférence, dont l'engagement constant a contribué à la visibilité et au rayonnement de cette édition. Dans cette dynamique, l'USTO-MB confirme sa volonté de s'inscrire durablement dans une logique d'ouverture, de coopération et d'innovation, en faisant de l'université un véritable levier de développement et de transfert de savoirs.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Lancement de la formation de 1 630 bénéficiaires de l'allocation chômage vers 21 métiers qualifiants

Meriem B

Ce dimanche, la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'Oran a donné le coup d'envoi d'une importante opération de formation professionnelle destinée aux bénéficiaires du dispositif de l'allocation chômage. Au total, 1 630 jeunes ont été orientés vers différents centres de formation et d'enseignement professionnels, dans le cadre d'un programme structurant visant à renforcer l'employabilité et à faciliter l'insertion dans le monde du travail.

Les bénéficiaires sont répartis à travers 20 établissements de formation professionnelle, où ils entament des parcours qualifiants dans 21 spécialités couvrant des secteurs variés, allant de l'artisanat aux métiers techniques et de services. Cette offre de formation englobe notamment la valorisation et le recyclage des déchets, l'horticulture et l'entretien des espaces verts, la production maraîchère, la poterie décorative, l'électricité du bâtiment, la soudure, la peinture en bâtiment, ainsi que la confection et la couture. Le dispositif inclut également des formations dans les métiers de bouche et des services, tels que la pâtisserie, la boulangerie, la cuisine traditionnelle, la restauration rapide (pizza), ainsi que la coiffure et les soins capillaires. À cela s'ajoutent des modules en informatique bureautique (Word, Excel, PowerPoint), en transformation du bois, en plomberie, ainsi que divers métiers liés à la finition et à l'artisanat. La durée de la formation est fixée entre trois et six mois selon les filières. À l'issue de ce parcours, les stagiaires recevront une attestation de qualification professionnelle, destinée à renforcer leurs chances d'insertion sur le marché de l'emploi ou de création de micro-activités. Dans le cadre du lancement du nouveau programme « Sanaa », les premières sessions débiteront officiellement ce lundi 15 juin. À Oran, la cérémonie d'ouverture est prévue au centre de formation professionnelle et d'apprentissage Zoubida Boujemaâ (filles 3), qui accueillera également le démarrage effectif des cours. Dans une déclaration, la chargée de communication à la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, Mme Nacera Mansouri, a souligné que ce programme s'inscrit dans une dynamique de structuration et de diversification de l'offre de formation. Elle a précisé que les détails relatifs aux spécialités ouvertes, aux établissements concernés ainsi qu'au déroulement de l'opération seront présentés à la presse à l'occasion de ce lancement officiel. Elle a également indiqué que la deuxième session du programme « Sanaa » est programmée pour le 8 juillet prochain, confirmant la poursuite progressive de cette opération à l'échelle de la wilaya, dans une logique de montée en puissance du dispositif de formation.

DEPUIS TIZI OUZOU, SAÏD SAYOUD OUVRE L'ÉTÉ 2026 ET FIXE LE CAP

Plages gratuites, sécurité renforcée et tourisme diversifié

Hafida Benarmas

La saison estivale 2026 est officiellement lancée. C'est depuis la plage El Kharouba, dans la commune d'Azeffoun, que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a donné dimanche le coup d'envoi d'un été que les pouvoirs publics veulent placé sous le signe de l'accueil, de la sécurité et de la valorisation du potentiel touristique national.

Entouré de plusieurs membres du gouvernement, dont la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, le ministre a dévoilé les grandes lignes d'un dispositif national mobilisé pour répondre aux attentes des millions d'estivants qui convergeront vers les plages et les sites touristiques du pays.

Le chiffre donne la mesure de l'effort engagé. Plus de 11 milliards de dinars ont été consacrés à l'aménagement et à l'équipement des plages et des façades maritimes. Cette enveloppe a permis l'ouverture de 470 plages à travers les wilayas côtières, dont neuf nouvelles plages qui viennent renforcer les capacités d'accueil du littoral algérien. Mais le message porté depuis Tizi Ouzou va au-delà du seul tourisme balnéaire. Pour Saïd Sayoud, l'Algérie touristique ne se résume pas à son littoral. Les montagnes, les stations thermales, les espaces naturels, les sites culturels et le Sahara constituent désormais les piliers d'une stratégie visant à étendre l'activité touristique à l'ensemble du territoire et à en faire un véritable moteur de développement local. La sécurité demeure l'autre prio-



rité affichée. Face aux risques d'incendies de forêt et aux dangers liés à la saison estivale, la Protection civile a été renforcée par l'attribution de 3 170 postes permanents supplémentaires.

Une mesure destinée à accroître les capacités d'intervention et à améliorer la prise en charge des situations d'urgence durant les mois d'été. Sur la question des plages, le ministre a tenu un discours sans ambiguïté. La gratuité d'accès reste un principe non négociable. Les autorités entendent faire respecter strictement la réglementation en vigueur et poursuivre la lutte contre toutes les formes d'occupation illégale ou de privatisation abusive des espaces publics. La protection de l'environnement figure également parmi les priorités de cette saison estivale. Le ministre a appelé à une vigilance accrue pour préserver la propreté des plages et des sites touris-

tiques, tout en renforçant les contrôles sanitaires afin de prévenir les risques d'intoxication alimentaire et les atteintes à la santé publique. À l'issue de la cérémonie, la délégation ministérielle a effectué une tournée à travers plusieurs espaces institutionnels regroupant les services de la Sûreté nationale, de la Protection civile, de la sécurité routière ainsi que les secteurs de la santé, de l'environnement, de la culture et de l'artisanat. Une manière d'illustrer la mobilisation de l'ensemble des institutions autour d'un même objectif : offrir aux citoyens un été sûr, organisé et agréable. Depuis Tizi Ouzou, terre de montagne ouverte sur la Méditerranée, Saïd Sayoud a ainsi donné le signal de départ d'une saison estivale qui se veut celle de la qualité de service, de la sécurité des familles et de la valorisation des multiples facettes de la destination Algérie.

UNIVERSITÉ D'OXFORD

L'héritage de l'Emir Abdelkader en débat

Le Centre des études islamiques de l'université d'Oxford a abrité, samedi, dans le prolongement de l'inauguration de la "Chaire Emir Abdelkader", des panels de discussion qui ont approfondi la réflexion sur une variété de thèmes en relation avec la personnalité du fondateur de l'Etat algérien moderne, le développement de l'enseignement supérieur en Algérie et l'économie et les relations algéro-britanniques.

Le premier panel, présidé par le recteur de Djamaâ El-Djazair, Cheikh Mohamed Maâmour Al Kacimi Al Hoceini, avec la participation du Pr Mustapha Cherif, ancien ministre et islamologue, du Pr Tom Woerner-Powell, de l'université de Manchester, du Pr Mohamed Bouabdallah de l'université de Westminster et de Yacine Benabid, directeur général du centre culturel de Djamaâ El-Djazair, a porté sur l'héritage de l'Emir Abdelkader.

"Il ne s'agit pas d'un simple retour à l'Histoire", a indiqué le recteur de Djamaâ El-Djazair dans son intervention, mais d'une "réflexion au coeur d'une expérience humaine et d'une personnalité unique, de par l'unité et l'intégration de toutes ses facettes".

"En l'Emir Abdelkader se rejoignent la pensée et l'action, l'éthique et la puissance, la spiritualité et la politique, le patriotisme et l'ouverture humaniste", a-t-il dit, ajoutant que l'Emir, "bien qu'il ait été un savant reli-

gieux, un soufi ou un homme d'Etat, ne l'a pas été au sens traditionnel du terme, mais a plutôt représenté un modèle unique à lui seul", a-t-il ajouté.

La discussion a réaffirmé la portée universelle et la modernité de l'héritage de l'Emir et mis en lumière une figure historique majeure, à la fois bâtisseur d'Etat, pionnier du droit humanitaire et promoteur du dialogue interreligieux.

Les interventions ont documenté le génie politique de l'Emir Abdelkader qui s'est traduit par l'édification d'un véritable Etat moderne avec la mise en place d'une administration structurée, d'une justice indépendante, d'une monnaie unique et d'une armée régulière. Le rôle d'avant-garde de l'Emir dans la protection des droits humains a également constitué "un axe fort" des débats qui ont rappelé son apport dans la codification du traitement éthique des prisonniers de guerre et le respect de leur intégrité physique et spirituelle. Au-delà du chef d'Etat, "la dimension philosophique et soufie de l'Emir a captivé les participants" qui s'accordent sur le constat que l'Emir Abdelkader "dépasse aujourd'hui le cadre mémoriel algérien pour s'imposer comme une figure de réconciliation universelle entre l'Orient et l'Occident". Un second panel de discussion, consacré à "la science, la technologie et l'enseignement supérieur", a été présidé par le ministre de l'Enseignement

supérieur et de la recherche scientifique, Kamel Baddari qui a parlé à l'occasion, de "la stratégie algérienne pour transformer l'université en véritable moteur de l'économie numérique et de l'entrepreneuriat", détaillant notamment "la transition structurelle des universités algériennes pour en faire des pépinières d'innovation pragmatiques." David Clary, directeur émérite du Collège Magdalene de l'université d'Oxford et ancien conseiller scientifique au ministère des Affaires étrangères, le Pr Adil Najam, Doyen émérite à l'université de Boston et le Pr Shahid Jameel du Collège Green Templeton de l'université d'Oxford ont pris part à ce panel, qui a, entre autres, débattu de "l'intégration des technologies et de l'innovation pédagogique pour moderniser l'apprentissage".

Ce panel n'a pas manqué d'évoquer "la volonté commune de bâtir des passerelles académiques durables entre l'Algérie et le Royaume-Uni", mettant l'accent sur l'importance de la coopération technologique internationale pour relever les défis mondiaux de l'heure".

Enfin un troisième panel de discussion, dédié à l'économie et au développement humain au Royaume-Uni et en Algérie, a analysé les trajectoires économiques et les politiques de développement dans les deux pays et débattu des stratégies d'inclusion sociale face aux mutations globales que connaît le monde.

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE LA JUSTICE

Boudjemaa représente l'Algérie au sommet du Caire

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjemaa, participera lundi au Caire, aux Tavaux de la 76e réunion du Bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la Justice, indique dimanche un communiqué du ministère.

"La réunion qui se tiendra au siège du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes, permettra d'examiner la Convention arabe de lutte contre le terrorisme et les mécanismes de sa mise en œuvre, ainsi que des projets de lois relatifs à la loi directrice arabe contre le discours de haine", précise la même source.

Le programme prévoit également "l'étude de la loi type arabe de lutte contre les drogues et les psychotropes et la loi directrice arabe de protection des enfants contre l'enrôlement dans les conflits armés", ajoute le communiqué. La réunion constituera, en outre, "une occasion de débattre de plusieurs propositions soumises par les Etats arabes, notamment celle présentée par l'Algérie portant sur la création d'un réseau arabe de lutte contre les drogues de synthèse (NPS)".

ENTREPRENEURIAT

Lancement de l'évaluation des incubateurs d'entreprises

Le ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, a invité, dimanche, les incubateurs d'entreprises à participer à la 2e édition du système d'évaluation des incubateurs pour l'année 2026, fondé sur des indicateurs de performance précis et des normes internationales.

Ce système s'inscrit dans le cadre d'un mécanisme d'évaluation et de suivi de la performance des incubateurs d'entreprises, visant à renforcer leurs capacités d'encadrement et d'accompagnement des idées, afin de les transformer en projets innovants et en start-up à forte valeur ajoutée pour l'économie nationale, selon le communiqué du ministère.

Dans ce cadre, les résultats de l'évaluation seront intégrés parmi les critères d'évaluation de programmes et d'incitations qualitatives, parmi lesquels des programmes de formation de haut niveau destinés aux gestionnaires d'incubateurs et aux accompagnateurs, l'accès au programme "Kick Start" pour la concrétisation de projets innovants, le renforcement de la visibilité des incubateurs aux niveaux national et international, en sus de la participation à des manifestations et salons nationaux et internationaux.

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Le Premier ministre réaffirme l'engagement du gouvernement

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a réaffirmé, dimanche à Alger, lors de la cérémonie d'installation du Conseil d'administration de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), l'engagement du gouvernement à poursuivre la réunion de toutes les conditions nécessaires pour garantir un service public qualitatif et efficace au profit des porteurs de projets d'investissement et à les accompagner dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires dans le pays.

La cérémonie d'installation du Conseil, composé des secrétaires généraux des ministères concernés par l'investissement, s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement, de responsables de différentes institutions, du directeur général de l'AAPI, M. Omar Rekkache, ainsi que de représentants des organisations patronales et des associations professionnelles. Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Sifi Ghrieb a réitéré "l'engagement du gouvernement à poursuivre la réunion de toutes les conditions nécessaires pour garantir un service public qualitatif et efficace au profit des porteurs de projets d'investissement et à les accompagner de manière intégrée à toutes les étapes de la concrétisation de leurs projets, afin de renforcer l'efficacité des performances, d'améliorer la qualité de la prise en charge et de contribuer à l'accélération de la réalisation des investissements sur le terrain". Dans ce cadre, le Premier ministre a souligné l'importance de "la conjugaison des efforts de l'ensemble des acteurs pour concrétiser l'objectif ambitieux de réaliser effectivement 20.000 pro-

jets d'investissement fixé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avant la fin de l'année 2029", ce qui reflète "la volonté de l'Etat d'opérer un saut qualitatif de l'économie nationale, de renforcer les fondements du développement durable et de créer de la richesse et des postes d'emploi", a-t-il ajouté. Concernant l'installation du Conseil, le Premier ministre a précisé qu'elle s'inscrivait dans le cadre de "la poursuite de la mise en œuvre des réformes décidées par le président de la République en matière de promotion de l'investissement et d'amélioration du climat des affaires, afin de renforcer l'attractivité de l'économie nationale et sa capacité à attirer des investissements créateurs de richesse et d'emplois". Cette démarche concrète constitue également "un mécanisme institutionnel visant à renforcer l'efficacité et l'efficience dans la gestion de l'AAPI, dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles dispositions réglementaires, notamment le décret exécutif n 26-153 du 14 avril 2026, portant réorganisation de l'AAPI et renforcement de ses prérogatives ainsi que de ses mécanismes de fonctionnement", a-t-il fait observer. Le Premier ministre a souligné que l'installation de ce Conseil "coïncide avec le lancement de l'opération d'installation des représentants des administrations et organismes publics au niveau des guichets uniques de l'investissement, munis de délégations de signature et de l'ensemble des prérogatives qui leur sont légalement conférées, ce qui permettra de prendre les décisions et de traiter directement les dossiers d'investissement au niveau du guichet unique, constituant ainsi

une avancée majeure vers la simplification des procédures et la réduction des délais de réalisation des projets d'investissement". M. Ghrieb a indiqué que le relèvement du niveau de représentation au sein du Conseil au rang de secrétaires généraux des ministères concernés par le dossier de l'investissement "reflète la volonté de l'Etat de doter l'Agence d'outils plus efficaces en matière de coordination et de prise de décision, lui permettant de répondre de manière optimale aux préoccupations des investisseurs et d'accompagner leurs projets, notamment en ce qui concerne l'orientation du foncier économique". Ce choix traduit également "une nouvelle orientation de la gouvernance de l'investissement, fondée à la fois sur une vision proactive consistant à identifier les investissements réellement réalisables avant l'engagement des procédures, et sur une vision prospective visant à orienter les investissements vers les secteurs prioritaires pour l'économie nationale", a-t-il soutenu. Et ce, poursuit le Premier ministre, "conformément aux orientations stratégiques du Gouvernement, de manière à garantir l'orientation de l'effort d'investissement vers les activités à forte valeur ajoutée et à impact direct sur le développement, notamment à travers la création d'emplois et la réalisation d'un développement régional équilibré", appelant le Conseil d'administration à "jouer un rôle central dans le renforcement de la place de l'Agence en assurant la cohérence entre les différents intervenants, la hiérarchisation des priorités d'investissement et le renforcement de l'efficacité des politiques publiques liées à la promotion de l'investissement".

BEM

Voici les résultats en chiffres

Les résultats de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), session 2026, ont été annoncés, dimanche, par le ministère de l'Éducation nationale. Voici les principaux résultats : - Meilleure moyenne nationale : 19,80 - Taux global de réussite des élèves scolarisés : 65,19 % - Taux global d'admission en première année de l'enseignement secondaire général et technologique : 74,39 % - Nombre total d'inscrits (scolarisés et candidats libres) : 877.046 - Nombre total de présents (scolarisés et candidats libres) : 865.446 Concernant les candidats scolarisés : - Nombre de candidats scolarisés inscrits : 864.896 - Nombre de candidats scolarisés présents

: 857.849 - Nombre de candidats scolarisés admis : 559.214 Concernant les candidats libres : - Nombre de candidats libres inscrits : 12.150 - Nombre de candidats libres présents : 7.597 - Nombre de candidats libres admis : 2.142 Répartition des résultats des candidats scolarisés : - Nombre total de candidats scolarisés admis avec mention : 296.036 - Nombre total de candidats scolarisés admis avec mention Excellent : 6.302 - Nombre total de candidats scolarisés admis avec mention Très bien : 46.408 - Nombre total de candidats scolarisés admis avec mention Bien : 89.949 - Nombre total de candidats scolarisés admis avec mention Assez bien : 153.377.

COOPÉRATION

Le ministre de la Santé reçoit la directrice du CIRC

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu la directrice du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), relevant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Elizabeth Weiderpass, avec laquelle il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère. Cette rencontre s'est déroulée samedi en marge de la Conférence internationale dédiée à la recherche sur le cancer, organisée par la Commission nationale de prévention et de lutte contre le cancer à Alger, en présence du président de la commission, Adda Bounedjar, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, ainsi que de cadres de l'administration centrale, précise la même source. A l'entame de la rencontre, le ministre a salué le rôle du CIRC, dans le soutien des efforts internationaux visant à lutter contre le cancer, à renforcer la recherche scientifique et à développer les connaissances liées à la prévention, au diagnostic et au traitement. Il a également passé en revue l'état du système de santé national et les réformes que connaît le secteur, notamment dans le domaine de la modernisation des systèmes d'information de santé et le développement de la

numérisation, soulignant "l'importance de généraliser le dossier médical électronique et de l'identifier national de santé, pour fournir des données médicales fiables permettant de soutenir la prise de décision, de contribuer au développement de la recherche scientifique et clinique et d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients". Dans ce contexte, M. Ait Messaoudene a précisé que les recherches scientifiques et cliniques constituent "l'un des axes essentiels de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre le cancer pour la période de 2025-2035, en raison de leur rôle dans l'amélioration des méthodes de diagnostic, de traitement et d'évaluation des programmes de santé". Il a également mis en avant le "rôle pivot" de la santé de proximité dans le domaine de la prévention et du dépistage précoce des maladies, notamment le cancer, à travers "le renforcement des services de soins de santé primaires et l'intensification des campagnes d'information, de sensibilisation et de dépistage précoce, ce qui permet un diagnostic aux premiers stades de la maladie et augmente les chances de guérison". A cet égard, les deux parties ont évoqué "les moyens de renforcer les domaines de la recherche clinique, de développer les registres du cancer et d'élaborer une feuille de route pour le dépistage précoce et

la vaccination contre le papillomavirus humain (HPV), que l'Algérie entamera au cours de l'année 2026-2027". Elles ont également examiné les perspectives d'adhésion de l'Algérie au CIRC "afin de soutenir l'échange d'expertises et d'expériences scientifiques". De son côté, Mme Weiderpass a salué les efforts consentis par l'Algérie pour développer son système de santé, notamment dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé de proximité, soulignant "l'importance de poursuivre l'investissement dans les programmes de dépistage précoce, de sensibilisation sanitaire et de recherche scientifique". Elle a réaffirmé, à ce propos, "la disponibilité du CIRC à accompagner l'Algérie, à travers un soutien scientifique et méthodologique, le renforcement de la formation au profit des jeunes chercheurs, ainsi que le développement de la coopération en matière de recherche et des partenariats internationaux". Au terme de la rencontre, les deux parties ont réitéré "leur volonté de renforcer la coopération et de tirer profit de l'expertise du CIRC, de manière à contribuer au développement des mécanismes de prévention et de prise en charge, et à soutenir la recherche et l'innovation dans le domaine de la lutte contre le cancer", selon le communiqué de la ministre de la Santé.

EDITO

L'enjeu de l'autonomie digitale en Afrique

Wassila. B

Alors que l'Europe tente de réduire sa dépendance aux géants numériques américains, par exemple en adoptant Qwant au Parlement européen, rares sont les pays africains, comme l'Algérie ou l'Afrique du Sud, à avoir réalisé des progrès significatifs en matière de souveraineté numérique.

La majorité des autres États du continent restent confrontés à un défi structurel majeur : bâtir une indépendance numérique sur des infrastructures fragiles, où les investissements étrangers dominent largement. Depuis plusieurs années, ces pays dépendent massivement des GAFAM et des géants chinois pour leurs services de cloud, de messagerie, de recherche en ligne et d'intelligence artificielle.

Comme en Europe, où Google capte environ 90 % des parts de marché, l'Afrique subit une asymétrie encore plus marquée : l'usage de moteurs de recherche locaux ou régionaux reste confidentiel, et l'essentiel des données est hébergé hors du continent.

Cette situation expose les États africains à des risques de dépendance en matière de souveraineté des données personnelles, et de régulation économique. Peu de pays disposent encore de législations comparables au RGPD européen ou au Digital Services Act, ce qui aggrave leur vulnérabilité face aux acteurs étrangers. Les talons d'Achille de l'Afrique sont plus profonds que ceux de l'Europe : déficit chronique d'infrastructures locales (fibre optique, centres de données, câbles sous-marins), accès inégal à l'électricité et à Internet haut débit, et fuite des capitaux numériques. Si l'Union africaine a adopté en 2020 sa Stratégie de transformation numérique (2020-2030) et si des projets comme le câble 2Africa améliorent la connectivité, la propriété des données reste largement externe. Selon un rapport de l'Internet Society (2025), moins de 10 % des données générées en Afrique sont hébergées sur le continent, et les grandes plateformes de cloud n'y disposent que de rares zones de disponibilité.

Comme l'Europe, l'Afrique peine à produire ses propres semi-conducteurs, modèles d'IA ou moteurs de recherche souverains, malgré quelques startups prometteuses au Nigeria, Kenya, Rwanda ou Tunisie. Pour relever ce défi, plusieurs priorités s'imposent : créer un marché unique numérique africain, investir massivement dans des centres de données régionaux et des câbles sous-marins appartenant à des consortiums locaux, promouvoir des alternatives open source adaptées aux ressources limitées, et former massivement aux compétences numériques. L'objectif n'est pas le repli autarcique, mais des partenariats équitables. L'enjeu ultime est de faire émerger un écosystème où les Africains contrôlent enfin leurs données, leurs algorithmes et leur avenir numérique. Comme le rappelle la controverse européenne sur la « puce locale », aucun continent ne peut prétendre à une indépendance totale. Mais il est urgent de rééquilibrer les rapports de force, en s'inspirant des réussites locales comme M-Pesa au Kenya ou Wave au Sénégal, pour que l'Afrique cesse d'être uniquement consommatrice de technologies conçues ailleurs et devienne enfin actrice de sa propre révolution numérique.

ESPAGNE

Près de 4.800 kg de haschisch marocain saisis dans le détroit de Gibraltar

La lutte contre le trafic de drogue en provenance du Maroc s'intensifie en Espagne où la Garde civile a annoncé avoir saisi une cargaison de près de 4.800 kilogrammes de haschisch marocain dans le détroit de Gibraltar. Selon un communiqué de la Garde civile relayé samedi par les médias espagnols, l'opération a débuté lorsqu'un navire suspect, un bateau semi-rigide de type "go fast", couramment utilisé par les organisations de trafic de drogue, a été repéré naviguant à grande vitesse dans les eaux du détroit, chargé de ballots de



haschisch marocain. Après avoir analysé son parcours et sa trajectoire, la Garde civile a activé un dispositif composé de ressources du Service maritime et du Service aérien, tandis que ses unités terrestres sont restées

déployées pour contrôler d'éventuels points d'accostage sur la côte. L'opération a permis la saisie de 121 ballots représentant un total de 4.777 kilos de drogue, dans le cadre d'une action que la Garde civile

inscrit dans les dispositifs permanents de lutte contre le trafic de drogue dans le Campo de Gibraltar pour combattre les organisations criminelles qui opèrent des deux côtés du détroit. Aucune arrestation n'a été effectuée à ce stade, mais l'enquête se poursuit, a-t-on indiqué, par ailleurs. De nombreux réseaux de trafic sont régulièrement démantelés en Espagne dans le cadre de la lutte contre le trafic de stupéfiants en provenance du Maroc, premier producteur mondial de haschisch et source principale d'approvisionnement pour le marché européen.

LIBAN

Au moins 135 agents de santé tués par l'armée sioniste depuis début mars

Au moins 135 professionnels de santé ont été tués au Liban depuis le 2 mars dans les agressions sionistes contre ce pays, ont indiqué des agences des Nations unies. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a exprimé sa profonde préoccupation par l'impact persistant des attaques sionistes sur le système de santé et l'accès des populations aux services essentiels estimant à au moins 135 agents de santé tués depuis le début de l'escalade des agressions sionistes contre le Liban le 2 mars dernier. Selon la même source, une attaque survenue près de l'hôpital Hiram, dans le district de Sour,

au sud du Liban, a fait dix blessés parmi le personnel médical et causé d'importants dégâts aux bâtiments et aux véhicules de l'établissement. Il s'agit du cinquième incident visant cet hôpital depuis le 2 mars. De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait état de 17 hôpitaux endommagés à travers le pays, dont trois à Sour. En outre, environ 400 agents de santé ont été blessés. Les Nations unies ont insisté sur la nécessité de protéger les structures sanitaires et le personnel médical, conformément au droit international humanitaire. Par ailleurs, plus de 182.000 personnes ont bénéficié d'une aide d'ur-

gence depuis le début des agressions sionistes, grâce aux efforts des partenaires humanitaires, selon l'ONU. Sur le plan sécuritaire, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) a signalé la poursuite d'une intense activité militaire sioniste dans sa zone d'opérations, marquée par des mouvements de blindés, d'actes de démolition et des opérations aériennes. La FINUL a également recensé 72 violations sionistes de l'espace aérien libanais en une journée, totalisant plus de 110 heures de vol, ainsi que huit frappes aériennes de l'armée sioniste dans la zone concernée.

EBOLA EN RD CONGO

710 cas confirmés, les autorités démentent un confinement général

Le nombre de cas confirmés d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) est passé à 710, dont 149 décès, a annoncé samedi le ministère congolais de la Santé. Selon les données publiées par le ministère, le taux de létalité s'établit à près de 21%. Au total, 324 patients sont actuellement en isolement ou hospitalisés, tandis que 35 personnes ont guéri. Le ministère a indiqué dans un communiqué que le gouvernement poursuivait les interventions de santé publique destinées à interrompre les chaînes de transmission du virus, en collaboration avec les autorités provinciales, les partenaires de la riposte et les communautés locales. Les équipes déployées sur le terrain mènent des activités de surveillance épidémiologique, de prise en charge des patients, de re-

cherche des contacts, de vaccination ciblée, ainsi que de communication sur les risques et d'engagement communautaire, selon le ministère. Le ministère a en outre démenti les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux au sujet d'un prétendu confinement général lié à l'épidémie d'Ebola. Le ministère a souligné qu'aucun confinement n'avait été instauré dans les zones touchées et qu'aucune mesure de ce type n'était envisagée. Il a appelé la population à ne pas relayer les informations non vérifiées et à s'en tenir aux canaux officiels. Dans un bulletin publié samedi, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a indiqué que l'épidémie en RDC continuait d'évoluer rapidement, avec une hausse du nombre de cas et une extension géographique.

MADAGASCAR

Plus de 2.000 cas confirmés de mpox depuis la détection du virus en décembre dernier

Madagascar a enregistré plus de 2.000 cas confirmés de mpox depuis la détection de l'épidémie dans le pays en décembre dernier, selon le bilan publié samedi par le ministère malgache de la Santé publique. Depuis la détection de mpox le 18 décembre 2025 jusqu'au 12 juin 2026, Madagascar a recensé 3.369 cas notifiés, dont 2.049 cas confirmés en laboratoire. Le bilan fait également état de sept

décès liés à la maladie. Selon le bilan, au cours des dernières 24 heures, les autorités sanitaires ont recensé 21 nouveaux cas confirmés tandis que 40 cas suspects ont été signalés. Face à la persistance de la circulation du virus dans plusieurs régions du pays, le ministère a appelé la population à signaler rapidement tout symptôme suspect et à respecter les mesures de prévention afin de freiner la transmission

communautaire du mpox. Le mpox a été détecté pour la première fois chez des singes de laboratoire en 1958. Il s'agit d'une maladie virale rare qui se transmet généralement par les fluides corporels, les gouttelettes respiratoires et d'autres matériaux contaminés. L'infection provoque habituellement de la fièvre, une éruption cutanée et un gonflement des ganglions lymphatiques.

MEXIQUE

Un maire tué par balle dans le sud

Un maire a été abattu par balle dans une région du sud du Mexique où des cartels du narcotraffic sont présents, ont annoncé samedi les autorités locales.

Le meurtre a eu lieu dans une commune de près de 7.000 habitants de l'Etat d'Oaxaca, sur la côte Pacifique, où des groupes criminels organisés se disputent les routes du trafic de drogue.

Joel Bravo, maire de San Miguel Amatitlán, a été victime d'une "agression à l'arme à feu", a indiqué le parquet de l'Etat d'Oaxaca dans un communiqué, sans plus de précisions sur les circonstances du meurtre.

Le gouverneur d'Oaxaca, Salomón Jara, a "fermement condamné le meurtre lâche" de M. Bravo.

"A Oaxaca, nous ne laisserons pas la violence prendre le pas sur la loi ni sur la volonté de nos communautés", a-t-il ajouté.

Le parquet régional a précisé que "la présence policière avait été renforcée et qu'une opération tactique avait été déployée", avec la participation des forces fédérales, afin d'arrêter les assaillants.

Les puissants cartels Jalisco Nueva Generación (CJNG) et Sinaloa sont présents dans l'Etat d'Oaxaca. Près d'une centaine de maires ont été assassinés au Mexique depuis 2006, année où la violence liée au trafic de drogue a explosé.

L'assassinat récent par balle de Carlos Manzo, maire d'une commune située dans la riche région de l'Etat de Michoacán, a bouleversé le pays.

AFRIQUE DU SUD

Un homme arrêté avec 150 scorpions venimeux à l'aéroport du Cap

Les autorités sud-africaines ont arrêté un homme de 28 ans qu'elles ont surpris en train de faire passer en contrebande 150 scorpions venimeux par l'aéroport du Cap, a indiqué la police samedi.

L'homme avait dissimulé les animaux vivants dans ses bagages, entre ses vêtements, selon la même source.

Son arrestation, vendredi, fait suite à une opération de renseignement au cours de laquelle les autorités avaient diffusé son signalement avant de l'intercepter à l'aéroport.

L'homme "a été arrêté en vertu de la loi sur la protection de la nature et de l'environnement, pour détention d'un animal sauvage", a ajouté la police dans un communiqué. Il doit comparaître lundi devant un tribunal.

Les enquêteurs n'ont pas précisé quelle était la destination du voyageur.

Les scorpions ont été remis à un centre de protection de la faune sauvage pour y être gardés en sécurité tandis que les autorités en évaluent la valeur sur le marché.

Le trafic d'espèces sauvages reste un problème majeur en Afrique du Sud, l'un des pays les plus riches en biodiversité au monde.

Les groupes criminels ciblent des espèces emblématiques comme les rhinocéros et les éléphants, mais aussi des animaux comme les pangolins et les reptiles, alimentant un lucratif marché noir mondial.

La préparation bat son plein en prévision de l'argentine



La sélection nationale a effectué, ce samedi après-midi, une nouvelle séance d'entraînement au Rock Chalk Park de l'Université du Kansas dans le cadre de sa préparation pour son entrée en lice à la Coupe du Monde de la FIFA 2026.

Débutée à 17h00, heure locale (23h00, heure algérienne), cette séance s'est déroulée sous une forte chaleur, dans des conditions climatiques particulièrement exigeantes.

L'ensemble des joueurs a pris part au travail programmé par le sélectionneur national et son staff.

La séance a été essentielle-

ment consacrée aux aspects techniques et tactiques, avec une grande application de la part des coéquipiers de Zineddine BELLAÏD.

Comme lors des précédentes séances, le premier quart d'heure de l'entraînement a été ouvert aux représentants des médias accrédités, leur permettant d'observer le début du travail du groupe.

À l'approche de la confrontation face à l'Argentine, comptant pour la première journée de la phase de groupes de la Coupe du Monde de la FIFA 2026, les Verts poursuivent leur préparation avec détermination et sérénité, dans une ambiance studieuse et empreinte de convivialité.

De Bruyne : « Nous serons prudents »

En préambule de l'entrée en lice de la Belgique à la Coupe du monde 2026, Kevin De Bruyne et les Diables Rouges prennent très au sérieux leur premier adversaire, l'Égypte de Mohamed Salah.

« Le premier match est toujours un peu difficile, parce que tout le monde est excité pour démarrer la compétition. Je pense que nous serons un peu prudents, puis nous essaierons de profiter des opportunités quand elles arriveront. Nous savons que ça risque d'être un peu difficile contre l'Égypte. Ils jouent de manière très physique. Ce n'est pas facile de trouver des espaces face à eux » a analysé Kevin De Bruyne ce samedi en conférence de presse. Dans le groupe G, la Belgique fait office de grand favori devant les Pharaons mais aussi l'Iran et la Nouvelle-Zélande.

D'un point de vue plus personnel, le meneur de jeu savoure cette quatrième Coupe du monde à laquelle il va prendre part. « C'est cool. Je suis probablement à un moment dans ma carrière où je peux plus m'amuser. Quand tu es plus jeune, l'unique chose que tu veux faire, c'est juste jouer au football, ne pas être vraiment préoccupé par l'extérieur. Maintenant, j'ai une meilleure réflexion sur ce que ça signifie de représenter ton pays pour la quatrième fois. C'est un honneur pour moi de rester ici après avoir joué pour l'équipe nationale pendant 16 ans. Cela signifie que j'ai fait quelque chose de bien. »

Et sur un plan plus global, l'ancien joueur de Manchester City a confié son optimisme quant au futur parcours du plat pays. « J'ai l'impression que tout va bien. »

On peut faire quelque chose dans cette Coupe du monde. Je joue plus dans la position où j'ai évolué au cours de ma carrière. J'ai plus de liberté qu'en Italie.

Je me sens bien. Je peux tout faire facilement, créer. Pour moi, c'est top » s'est réjoui celui qui porte désormais les couleurs de Naples en Serie A où il a reconnu avoir appris à défendre.

« Il ne me reste plus dix ans de carrière.

Je veux prendre du plaisir dans ce tournoi.

M'amuser. Et pousser dans la bonne direction pour faire gagner mon équipe » a-t-il annoncé.

Âgé de 34 ans, Kevin De Bruyne compte à ce jour 119 sélections pour 37 buts chez les Diables Rouges.

Les Qataris lésés par un bug de la VAR? Les explications de la Fifa

Plus de quatre heures après la fin du match de Coupe du monde entre le Qatar et la Suisse (1-1), la Fifa s'est justifiée sur la polémique entourant le penalty accordé à la Nati en première période. L'instance internationale admet un bug de la VAR mais confirme que le Suisse Remo Freuler n'était pas en position de hors-jeu.

Le doute a longtemps hanté les esprits des joueurs du Moyen-Orient car aucune image n'a été diffusée par le VAR, alimentant la polémique et les débats. "Pourquoi ils ne nous les montrent pas", s'est interrogé l'ancien international anglais devenu consultant Gary Neville. "Les supporters se méfient déjà de la Fifa et de la technologie. Ça soulève de sérieuses questions car, à mon avis, il y a hors-jeu jusqu'à preuve du contraire."

Il a fallu attendre quatre heures et demi après ce fait de match pour que l'instance internationale s'explique: "Les lignes utilisées par la VAR pour vérifier la position des joueurs n'ont pas montré que l'attaquant se trouvait en position de hors-jeu", a clarifié la Fifa donnant raison à l'ar-



bitre Saïd Martinez de siffler penalty.

Mais la Fifa a aussi reconnu qu'une "brève panne technique" de l'assistance vidéo a "empêché la génération de l'animation graphique sur le

dégagement." Après les matchs nuls entre le Qatar et la Suisse et le Canada et la Bosnie-Herzégovine (1-1), toutes les équipes sont à égalité parfaite dans le groupe B.

TRISTE RECORD POUR LA TURQUIE

L'Australie crée la surprise en s'offrant la Turquie

Ce dimanche matin très tôt, la première surprise de la Coupe du monde 2026 a eu lieu à Vancouver où l'Australie a créé la sensation en s'offrant le scalp de la Turquie par deux buts d'écart (2-0). Un résultat flatteur pour les Socceros, à bien des égards.

Dominateurs, Arda Güler et les siens n'ont pas réussi à concrétiser

leurs occasions. En mesure de confisquer la possession de balle à hauteur de 72%, les hommes du sélectionneur Vincenzo Montella ont également décoché la bagatelle de 30 tirs. Un record inédit en Coupe du monde pour une sélection défaite. En tête du groupe D à égalité avec les Etats-Unis, les Socceros disputeront le leadership au pays

hôte vendredi prochain à Seattle (coup d'envoi à 21h). La Turquie tentera pour sa part de rattraper

son faux-pas samedi (coup d'envoi à 5h) à San Francisco contre le Paraguay.

Programme des matches du Lundi 15 juin

00h00 : Côte d'Ivoire - Équateur
03h00 : Suède - Tunisie
17h00 : Espagne - Cap-Vert

Un trio qatari aux commandes de Portugal - RDC

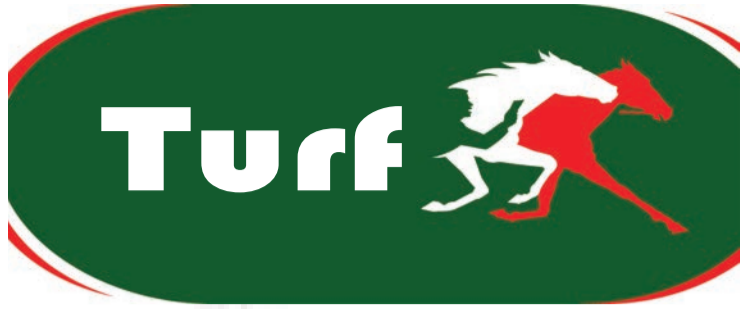
La FIFA a officiellement dévoilé le corps arbitral pour l'affiche tant attendue entre le Portugal et la République Démocratique du Congo.

C'est l'arbitre qatari Abdulrahman Al Jassim qui dirigera les débats sur la pelouse. Pour mener à bien sa mission, il sera épaulé par ses compatriotes Taleb Al Marri et Saoud Almaqaleh le long des lignes

de touche. Pour compléter ce dispositif, le continent africain sera également représenté au bord du terrain. Les Sud-Africains Abongile Tom et Zakhele Siwela ont en effet été désignés pour occuper respectivement les rôles de quatrième et cinquième arbitres. L'identité des officiels chargés de l'assistance vidéo (VAR) reste quant à elle à confirmer.



20h00 : Belgique - Égypte



MEMO-COURSES Par Zeggai Abdelkader

Hippodrome de Barika 05/04/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.200m			Hippodrome du Caroubier 04/04/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.200m			Hippodrome deLaghouat 03/04/2026 Pur-Sang arabe - Distance: 1.200m		
CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.
1ère DJIAKHAN	D. BOUBAKRI	55	1er HADITH D'HEM	AP/ Y. CHELLAL	53	1er ROFIAL	T. LAZREG	55
2ème FEMINA	MS. AIDA	55	2ème LEITH NAILI	K. RAHMOUNE	55	2ème MAROUANE SAT	R. BAGUIRA	59
3ème OUALOUNDA	AB. AIDA	55	3ème HEB EL MESK	AM. BENDJEKIDEL	55.5	3ème SARA AL DJANOUB	D. BOUBAKRI	52
4ème HADETH D'HEM	AP/ Y. CHELLAL	52.5	4ème GAID D'HEM	CH. CHAABANE	57	4ème JIMMY	A. ATTIA	54
5ème EL YED TURAMI	AB. ATALLAH	55	5ème CHAIAA	JJ/ S. ATALLAH	55	5ème NOSSAL	M. SEMMAHI	56
6ème BOUAA	T. LAZREG	55	6ème FLOUKA	S. BENDJEKIDEL	53.5	6ème AMIRA DE MONLAU	M. TTHAMEUR	52
7ème DORTMUND	CH. ATALLAH	57	7ème DHATAN	T. ALI OUAR	57	7ème RAI HANE EL JANA	BGACEM	56
8ème BASSIL	S. BENYETTOU	57	8ème IRTIDJAL	HO. EL FERTAS	54	8ème MALIK	AP/ Y. CHELLAL	53.5
9ème FREHA	A. HEBRI	55	9ème AIMANE DU PAON	A. BOUSSAA	51	9ème NAMIRA	T. MEGOUCI	55
10ème NASR WATEN	A. HAMIDI	57	10ème GABI EL KHEIR	A. HAMIDI	55	10ème IQUAMA	K. ATTIA	57
11ème HANDASSA	A. BENZERGA	54	11ème JASSAR	C. BOUSSAA	54	11ème MORDJANA EL MESK	JJ/ MA. AIDA	53
12ème MANDARINA	B. TARCHAG	56	12ème BALZAC DE BONHEUR	A. YAHIAOUI	54	12ème BOUTALEB	AH. CHAABI	53
			13ème ZAMARI	H. BOUGHELLA	55	13ème ANGE	B. BOUBAKRI	54
						14ème DAHIA KARI	A. AIDA	54

Hippodrome de Zemmouri 02/04/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.300m			Hippodrome d'El-Eulma 01/04/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.000m			Hippodrome de M'Sila 30/03/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.400m		
CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.
1er CHAWEL	T. ALI OUAR	56	1er BASSIL	D. BOUBAKRI	56	1ère NEDJMIA	F. CHAABI	55
2ème MAMITCHA	C. BOUSSAA	54	2ème BALADI	M. SEMMAHI	53	2ème HEB ERIH	T. LAZREG	57
3ème OSCAR TUNE	A. HEBRI	56	3ème SAKER ESSAHRA	R. BAGUIRA	55	3ème AMOUADJ EL MESK	AP/ Y. CHELLAL	51
4ème AMIRET DE GAZEL	AM. BENDJEKIDEL	55	4ème AMIR ECHAQ	K. RAHMOUNE	50.5	4ème JASPAR D'HEM	MS. AIDA	56
5ème RAZAN EL MESK	CH. ATALLAH	56	5ème BARBAROUS	B. GACEM	54	5ème DAYIN	M. SEMMAHI	56
6ème MYLAN	S. BENYETTOU	56	6ème GHOUBA	A. ATTIA	53	6ème DJAIKHAN	D. BOUBAKRI	55
7ème HADETH D'HEM	AP/ Y. CHELLAL	53.5	7ème AMIRE AL DJANOUB	AP/ Y. CHELLAL	56	7ème CALOUE	A. KOUAOUCI	56
8ème BOUCHAKER	AH. CHAABI	54	8ème FADHEL	T. LAZREG	54	8ème MANSOURATE EL MESK	AH. CHAABI	55
9ème KIRTA	F. BENDJEKIDEL	56.5	9ème SADRATA	T. MEGOUCI	55	9ème GHAZIYA	S. BENYETTOU	54
10ème FALAH	A. YAHIAOUI	56	10ème TF. WADHA	M. THAMEUR	54	10ème GHARAMA	EH. CHAABI	53
11ème OUED EL NOUR	A. HAMIDI	55.5	11ème EL YASMINE	JJ/ MA. AIDA	54	11ème BOUCHAKER	TF. BENYETTOU	55
12ème JOUR MHARECHE	MED. GHENNAM	54	12ème NEMSA	A. SAADI	54	12ème EL YED TURAMI	CH. ATALLAH	54
			13ème FAYCAL D'HEM			13ème KAISARA	AB. ATALLAH	54
			14ème MANSOUR EL MAYDAN					
			15ème AZINA					

Hippodrome de Barika 29/03/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.300m			Hippodrome de Zemmouri 28/03/2026 Trot attelé - Distance: 2.300m			Hippodrome de Djelfa 27/03/2026 Pur-sang arabe - Distance: 1.200m		
CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.	CHEVAUX	DRIVERS	DIST.	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS.
1ère MALIKET EL ROBIA	AB. AIDA	54	1er ECLAIR DE L'ELLE	T. BELHABCHIA	2.325	1ère MALIKET EL DJANOUB	T. LAZREG	55
2ème MOUSRIHA	S. BENYETTOU	55	2ème UNO DES APRES	A. BENHABRIA	2.325	2ème HADJLA D'HEM	K. RAHMOUNE	56
3ème ROSE EL MESK	B. GACEM	55	3ème CHER AMI	ABM. BOUBAKRI	2.300	3ème AMOUADJ EL MESK	AP/ Y. CHELLAL	52
4ème ENABLE GLAZ	M. SEMMAHI	54	4ème CACTUS D'YVEL	N. TIAR	2.300	4ème RAHILE AMIRA	M. SEMMAHI	56
5ème JOUMANA	AB. ATALLAH	52	5ème EMILIA STAR	SA. FOUZER	2.300	5ème ROFIAL	R. BAGUIRA	54
6ème AMIRET M'CIF	D. BOUBAKRI	53	6ème FRENCH DESIGN	Y. MEZIANI	2.325	6ème TANOUBIA	D. BOUBAKRI	55
7ème BATALET M'CIF	MS. AIDA	56	7ème JOKER BECHARDIERE	S. MEZIANI	2.325	7ème FAHD ESSAHRA	A. ATTIA	55
8ème KAYDA	A. KOUAOUCI	55	8ème ATHOS DE BOISNEY	AL. BENDJEKIDEL	2.300	8ème PIBOUL ESSAHRA	B. BAGUIRA	55
9ème CARBILE	A. HEBRI	55	9ème VICTOIRE DU VERGER	C. SAFSAF	2.300	9ème RAH HANE EL JANA	B. GACEM	53
10ème ZENYTA GLAZ	AH. CHAABI	53	10ème AYANNA D'OGER	R. TARZOUT	2.300	10ème AMIRAT ESSAHRA	S. BENYETTOU	55
11ème AUROGUITE	T. LAZREG	55	11ème ES TU LA JAVANAIS	N. MEZIANI	2.325	11ème JAKKARIA DE TIARET	A. SAADI	56
12ème MAIDANE	F. CHAABI	54	distancé IRISH PAULO	S. FOUZER	2.325	12ème KHALIL ROHI	M. THAMEUR	54
13ème HISTOLA	B. TARCHAG	56						
14ème NOUR EL ROHAL	AP/ Y. CHELLAL	52						